



AMBASSADE DE SUISSE  
AU PORTUGAL

LISBONNE 3, le 12 avril 1978

Travessa do Patrocínio 1  
Téléphone: 67.31.21/2

Réf.: 381.0 - BU/bm/oh

RP No. 7

G.

en								a/e
Datum								
Visa								
EPD								
Ref. p. A. 21.31.								

Rapport de fin de mission

Plus de 3 ans au Portugal

Le 25 avril prochain sera célébré le quatrième anniversaire de la "révolution des oeillets" qui a tout changé au Portugal. Les "nostalgiques", ainsi qu'une bonne partie de la grande bourgeoisie, presque toute la population du Nord et partiellement aussi celle du Sud, se plaignent que l'on vit plus mal maintenant dans le pays lusitain qu'avant la révolution.

Il n'y a pas de doute qu'en 1975, la population s'est rapidement habituée à un niveau de vie supérieur et surtout à la liberté la plus absolue. Tout était permis, ou du moins toléré, que ce soit la mise à la porte du patron et des employés supérieurs des entreprises (saneamentos) ou l'occupation de la propriété privée non seulement par les ouvriers mais aussi par des groupuscules politiques venant des villes ou même de l'étranger. Les statues, les monuments, pratiquement toutes les maisons et même certaines églises furent souillés par des affiches politiques ou des graffiti colorés. Les soldats se promenaient dans les villes, oeillet à la boutonnière ou même au canon de leur mousqueton, vareuse ouverte, foulard de couleur autour du cou, chevelus et barbus, en hurlant des slogans. La police était pratiquement devenue inexistante et

Au Chef du Secrétariat politique du DPF

3003 B e r n e



- 2 -

devait accepter sans réagir les insultes des extrémistes. Des officiers du Mouvement des Forces Armées qui avaient déclenché la révolution, souvent pas beaucoup plus soignés que les soldats, tenaient des discours enflammés et tonitruants à la télévision, à la radio, sur les grandes places de Lisbonne et même des villages, devant des dizaines de milliers d'auditeurs qui saluaient le poing levé. D'innombrables personnes, et non seulement les plus riches, décidèrent de quitter le pays, ou plutôt de le fuir, pour aller en Espagne et au Brésil, de même qu'en France, en Angleterre et en Suisse, etc., en emportant avec elles le plus possible de leur fortune personnelle.

Telle était la situation lors des premières semaines de mon séjour au Portugal au printemps 1975. A première vue, elle paraissait désespérée et justifiait certainement le triomphalisme dont faisaient état les communistes et l'extrême-gauche, y compris quelques officiers révolutionnaires. Et pourtant, malgré l'anarchie qui paraissait dominer la ville de Lisbonne et sa ceinture industrielle, il y avait aussi des signes encourageants, en tout premier lieu le fait que la révolution n'avait pratiquement pas causé de morts et de blessés, les quelques victimes étant surtout dues à des bagarres entre communistes et l'extrême-gauche. Bien que la population vécût sans doute mieux en profitant de salaires doublés ou même triplés, elle commença à s'inquiéter sérieusement de l'augmentation très sensible de la criminalité et des actes anarchiques de violence. Même certains des officiers révolutionnaires considérés comme marxistes m'expliquèrent que la situation ne pourrait plus durer ainsi et qu'il était nécessaire de retrouver le chemin de la normalisation et de la modération.

Le premier pas vers un changement fut l'élection à l'Assemblée Constituante le 25 avril 1975, que Cunhal aurait

./.



- 3 -

certainement pu éviter mais dont il attendait une grande victoire de prestige pour le parti communiste. Grâce au bon sens de la population simple, surtout dans le Nord du pays, au travail du parti socialiste de Mário Soares et, du moins dans certaines régions, à l'influence encore intacte de l'Eglise, ce fut la modération qui triompha en ne laissant que 12 1/2 % des voix aux communistes et environ 6 1/2 à leurs alliés et aux gauchistes. Cet heureux résultat ne suffit cependant pas à calmer le pays, au contraire. Les extrémistes, y compris les amis de Moscou, ne voulurent pas accepter le verdict du peuple et redoublèrent d'efforts pour prendre le pouvoir. Ils y réussirent même pendant quelques semaines, sous le Vème gouvernement de Vasco Gonçalves. Ensuite, sous l'impulsion de quelques officiers révolutionnaires un peu plus modérés, Vasco Gonçalves, personnage certainement déséquilibré mais quand même charismatique, fut éliminé et remplacé en tant que chef du gouvernement par l'amiral Pinheiro de Azevedo, considéré au début de la révolution comme marxiste extrême lui aussi. Ce VIème gouvernement, qui voulut bien faire, en vit de toutes les couleurs et fut même séquestré pendant quarante-huit heures avec tous les membres du Parlement en séance. A un certain moment, il dut envisager de se replier sur Coimbra ou à Porto, et même cette Ambassade dut prendre en considération la possibilité de quitter la "commune de Lisbonne".

C'est à ce moment-là que Cunhal commit sa seconde grande faute en tâchant de s'allier aux groupuscules extrémistes de la gauche, ce qui donna presque immédiatement lieu, d'une part, à des luttes intestines entre gauche et ultragauche et, de l'autre, à de violentes réactions de certains mouvements clandestins de la droite qui toutefois étaient encore bien peu organisés. Une fois de plus, de nombreuses rumeurs se répandirent sur l'imminence de coups d'Etat, soit de la gauche, soit de la droite, les plus pessimistes prévoyant même la guerre civile.

./.



- 4 -

Entre-temps, les militaires révolutionnaires plus modérés qui, sous l'impulsion de Melo Antunes, avaient créé le Groupe des Neuf avec un certain nombre d'officiers opérationnels - parmi ces derniers, on trouvait le commandant en chef de la zone Nord, Brigadier Pires Veloso, le chef des commandos (troupe de choc) Colonel Jaime Neves, ainsi que les anciens amis de Spínola, le Colonel Firmino Miguel (actuellement Ministre de la Défense) et le Colonel Ramalho Eanes, maintenant Président de la République - se préparèrent à rétablir l'ordre dès qu'une bonne occasion d'intervenir se présenterait. Ce moment ne se fit pas trop attendre. Le 25 novembre 1975, lors d'un soulèvement de sous-officiers parachutistes qui aurait peut-être signifié le début d'un véritable coup d'état gauchiste, Jaime Neves à Lisbonne fit une incursion rapide et brillante et, avec ses amis, imposa sa volonté au Président de la République Costa Gomes. Vingt-quatre heures plus tard, la rébellion était matée et une nouvelle ère commença au Portugal. Cette fois-ci, il y eut quelques morts et blessés, mais le pays retrouva finalement la possibilité de la récupération.

Les premières élections à l'Assemblée législative eurent lieu en avril 1976 et confirmèrent la victoire des socialistes de Mário Soares ainsi que l'importance des sociaux-démocrates de Sá Carneiro. Une nouvelle fois, les communistes de Cunhal furent battus, cette fois-ci même par le CDS de Freitas do Amaral, parti de la droite modérée qui avait à peine osé entreprendre une campagne électorale lors des élections de 1975. Ramalho Eanes fut élu Président de la République à une grande majorité et Mário Soares forma le premier gouvernement constitutionnel basé sur une minorité socialiste. Avec beaucoup d'habileté et en s'alliant suivant le cas à un ou plusieurs des autres partis lors de chaque votation à l'Assemblée, il sut se maintenir au pouvoir pendant seize mois. Lorsqu'il posa finalement la question de confiance, il fut battu par une coalition improvisée de sociaux-démocrates, du CDS et de communistes.

./.



- 5 -

Une longue crise gouvernementale s'ensuivit et trouva finalement une solution inattendue : une alliance entre la gauche modérée (socialistes) et la droite (CDS). Quelle énorme différence entre 1975 où Freitas do Amaral et le CDS étaient calomniés comme les pires des fascistes, et le début de 1978 où ils sont devenus partenaires à part entière des socialistes!

Les graves questions de politique intérieure ont ainsi trouvé une solution qui permet une stabilité politique du moins provisoire. Il reste certes encore de nombreux problèmes à résoudre, par exemple celui d'une Constitution trop progressiste, conçue en 1975 encore en pleine effervescence révolutionnaire. Elle provoque aujourd'hui des difficultés d'ordre économique et social aussi dans le secteur de l'industrie privée. La Charte suprême ne permet toutefois pas une révision avant l'année 1980, et c'est la raison pour laquelle le chef de l'opposition social-démocratique (PSD) demande qu'une telle révision soit plébiscitée. (possibilité qui ne figure pas dans la Charte)

Un autre problème reste celui de l'existence d'un Conseil de la Révolution prévu dans la Constitution pour une période de quatre ans. Il s'agit du seul organisme ayant un pouvoir législatif qui n'avait pas été démocratiquement élu. C'est une autre séquelle de la révolution voulue par les "capitaines d'avril" et qui donne lieu à de nombreux accrocs avec les militaires opérationnels, dans lesquels le Président de la République est inévitablement mêlé, soit comme chef d'Etat-Major Général, soit comme président du Conseil de la Révolution. Même le Conseil de l'Europe avait à l'époque hésité à accepter le Portugal en son sein à cause de cet organisme non démocratique.

Les problèmes qui préoccupent toutefois le plus le Portugal sont d'ordre économique et surtout monétaire. Pendant le régime antérieur, d'importantes réserves en or et en devises

./.



- 6 -

avaient été accumulées. Après quatre ans de révolution, il n'en reste presque plus rien. Au contraire, le pays a déjà maintenant une assez grande dette extérieure. Les raisons de cet état de choses sont nombreuses.

La révolution a amené la perte des colonies, et surtout de l'Angola et du Mozambique. La décolonisation était une nécessité absolue, mais elle n'avait pas été préparée et fut dès lors très mal exécutée. Au lieu de remettre le pouvoir à une coalition des différents mouvements de libération, surtout en Angola, le gouvernement révolutionnaire portugais, et en particulier ses exécutants dans les colonies, favorisèrent nettement l'extrême-gauche en Afrique, ce qui eut comme effet inévitable la rupture d'une grande partie des colons avec les nouveaux dirigeants, leur fuite vers le Portugal et les mauvais rapports des nouveaux et plus modérés gouvernants portugais avec les extrémistes qui avaient pris le pouvoir en Afrique. Ces rapports ne se sont pas beaucoup améliorés depuis lors, du moins en ce qui concerne l'Angola et le Mozambique. D'autre part, l'afflux des réfugiés provoqua également de sérieux problèmes sociaux pour le Portugal. Entre-temps le pouvoir d'achat de l'escudo baissait à un rythme d'environ 30 % par an et donc aussi le niveau de vie de la population.

Il ne faut pas oublier que l'économie portugaise était surtout basée sur son commerce avec les colonies, Salazar n'ayant jamais su ou voulu profiter du bien-être relatif du pays pour l'industrialiser. (Était-il vraiment aussi borné de croire à un colonialisme portugais éternel?) Les rares grandes industries dont disposait le Portugal se trouvaient dans les mains de quelque grandes familles qui dominaient l'économie du pays et qui prirent la fuite lors du "danger communiste". Non seulement le commerce avec les anciens territoires d'outre-mer s'arrêta presque entièrement, mais une partie de l'industrie grande, moyenne ou petite fut, soit nationalisée, soit occupée par les ouvriers, soit

./.



incapacité de produire normalement en raison des exigences des syndicats et du manque de collaboration de la classe ouvrière à laquelle on avait promis monts et merveilles et qui finit par être très déçue des résultats pratiques de la révolution.

Les militaires qui ont fait la révolution et leurs quelques amis civils n'étaient pas du tout préparés à diriger le pays (à l'exception sans doute des communistes qui l'auraient fait à leur manière) qui se trouva en peu de temps dans un état de désintégration presque total. On continua d'importer tout ce qui était nécessaire ou ce dont on avait envie, en comptant sur les réserves hélas! pas inépuisables de l'ancien régime et sans faire d'efforts de production pour compenser les importations accrues par une augmentation des exportations. La situation est particulièrement grave dans le secteur de l'agriculture qui est à même de fournir 45 % seulement de la nourriture essentielle pour le pays. Les nationalisations, les occupations sauvages, les grèves, l'incompétence des nouveaux patrons ont pratiquement démantelé l'appareil agricole productif du pays.

Depuis presque deux ans, le Portugal dispose d'un gouvernement démocratique qui tâche aussi de normaliser la situation économique et monétaire. Au point de vue industriel, une amélioration certaine peut être enregistrée, surtout dans le Nord du pays. En revanche, le déficit de la balance commerciale augmente toujours. Le gouvernement ne pourra s'en sortir qu'en prenant des mesures d'austérité très sévères que le Fonds Monétaire International lui impose d'ailleurs s'il veut continuer à obtenir son aide financière. Puisqu'une grande partie de l'aide bilatérale dépendra également de l'accord entre le Portugal et le Fonds, le gouvernement ne pourra s'empêcher de conclure un tel accord, tout en se rendant compte que cela signifiera une nouvelle série de faillites de petites et moyennes entreprises qui n'auront plus la possibilité d'obtenir des crédits bancaires. Inévitablement aussi, le nombre déjà très



- 8 -

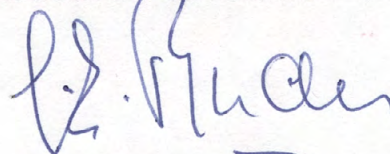
élevé de chômeurs augmentera encore et, par conséquent, le risque de troubles sociaux. Selon les "prophètes" du deuxième gouvernement constitutionnel, dix-huit à vingt-quatre mois d'austérité devraient suffire pour remettre le Portugal sur le bon chemin.

Je crois personnellement à la possibilité d'une récupération rapide de l'économie, peut-être même en un "Wirtschaftswunder" portugais. En effet, il suffirait d'un choc psychologique pour que certaines grandes industries internationales se mettent à investir dans ce pays industriellement encore presque vierge et pour que les autres les suivent "afin de ne pas être les derniers". Il ne faut pas non plus oublier que la main-d'oeuvre est restée malgré tout de très bonne qualité et bon marché. Bien entendu, il faudra que cette main-d'oeuvre ait le courage d'attendre l'arrivée de ce moment faste et qu'elle soit politiquement bien dirigée.

Si, pour terminer, je compare encore une fois le Portugal de 1978 avec celui de 1975 et je regarde les énormes progrès vers une normalisation politique qui, il y a trois ans encore, paraissait impossible, il y a des raisons d'espérer en un net changement dans l'économie aussi. Le bon sens du peuple lusitain pourra de nouveau triompher en corrigeant les erreurs de ses dirigeants et en trouvant ainsi rapidement la voie du bien-être.

C'est en croyant à cette possibilité que je quitte le Portugal avec un certain optimisme après une mission fascinante.

L'Ambassadeur de Suisse :



(G.E. Bucher)